

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE : [REDACTED]

Montréal, le 19 octobre 2018

Objet: Demande d'accès – Nombre de représentants inscrits au Québec en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers et de la Loi sur les valeurs mobilières de 2008 à 2018
N/D : GDC05-06-01-2749

[REDACTED]

Nous désirons donner suite à votre demande reçue au Secrétariat général le 1^{er} octobre 2018 concernant l'objet mentionné en titre.

Celle-ci visait à obtenir le nombre de représentants autorisés à exercer au Québec pour les disciplines prévues à la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (« LDPSF ») et les catégories d'inscriptions prévues à la *Loi sur les valeurs mobilières* (« LVM ») au cours des dix dernières années ainsi que le nombre total de représentants inscrits dans une ou plus d'une discipline ou catégorie d'inscription pour la même période.

Tel que discuté lors de votre conversation téléphonique en date du 15 octobre 2018 avec M^e Kent Fortier, nos systèmes ne nous permettent pas d'extraire ces données antérieurement à 2012. De même, ils ne nous permettent pas d'établir des statistiques historiques relatives au nombre total de représentants détenant une seule discipline (ou catégorie d'inscription) ou encore, détenant une combinaison de l'une ou l'autre des disciplines ou catégories d'inscriptions.

Ainsi, vous trouverez, en pièce jointe, un tableau indiquant le nombre de représentants pour chaque discipline ou catégorie d'inscription de 2013 à 2018 inclusivement.

Veillez noter que ces chiffres sont à jour en date du 31 mars de chaque année à l'exception de l'année 2013, où les données sont à jour en date du 31 mai 2013. De plus, certains de ces chiffres peuvent différer des rapports annuels de l'Autorité des marchés financiers publiés entre 2013 à 2018 en raison d'ajustements effectués à l'égard de nos systèmes générant les statistiques énoncées dans ces rapports.

Je vous prie d'agréer, [REDACTED] l'expression de mes sentiments distingués.

Original signé

M^e Benoit Longtin
Substitut à la responsable de l'accès
Secrétaire général adjoint
Autorité des marchés financiers

p. j.